Nations Unies A/66/556

Assemblée générale

Distr. générale
15 novembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session
Point 160 a) de l'ordre du jour
Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

		Page
I.	Introduction	3
II.	Exécution du mandat	3
	A. Vue d'ensemble	3
	B. Exécution du budget	3
	C. Activités d'appui de la mission	4
	D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	4
	E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	5
III.	Exécution du budget	12
	A. Ressources financières	12
	B. Renseignements récapitulatifs sur les réaffectations de ressources	13
	C. Répartition mensuelle des dépenses	14
	D. Autres recettes et ajustements	14
	E. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	14
IV.	Analyse des écarts	15
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	17

11-59408 (F) 011211 021211

Merci de recycler

Résumé

La corrélation entre les dépenses totales de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011 et l'objectif de la Force est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composantes (composante opérations, composante appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011)

Catégorie	*Montant alloué*	*Dépenses*	*Écarts*	
			Montant	*Pourcentage*
Militaires et personnel de police	23 778,3	22 333,0	1 445,3	6,1
Personnel civil	10 472,9	11 189,0	(716,1)	(6,8)
Dépenses opérationnelles	13 555,7	13 758,7	(203,0)	(1,5)
Montant brut	**47 806,9**	**47 280,7**	**526,2**	**1,1**
Recettes provenant des contributions du personnel	1 393,0	1 460,6	(67,6)	(4,9)
Montant net	**46 413,9**	**45 820,1**	**593,8**	**1,3**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	**47 806,9**	**47 280,7**	**526,2**	**1,1**

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	*Postes approuvés*[a]	*Postes effectivement pourvus (moyenne)*	*Taux de vacance (pourcentage)*[b]
Contingents militaires	1 047	1 045	0,2
Personnel recruté sur le plan international	48	41	14,6
Personnel recruté sur le plan national	108	104	3,7

[a] Effectif autorisé le plus élevé.
[b] Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011 a été présenté par le Secrétaire général dans son rapport du 19 janvier 2010 (A/64/630). Son montant brut, qui s'élevait à 47 921 100 dollars (montant net : 46 512 900 dollars) devait permettre de financer le déploiement de 1 047 militaires, 48 agents recrutés sur le plan international et 108 agents recrutés sur le plan national.

2. Dans son rapport correspondant du 24 mars 2010 (A/64/660/Add.4), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits d'un montant brut de 47 921 100 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.

3. Par sa résolution 64/281, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 47 806 900 dollars (montant net : 46 413 900 dollars) pour assurer le fonctionnement de la Force entre le 1er juillet 2010 et le 30 juin 2011. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Vue d'ensemble

4. Le mandat de la Force a été établi par la résolution 350 (1974) du Conseil de sécurité, qui l'a prorogé dans des résolutions postérieures. Le mandat concernant l'exercice 2010/11 a été défini dans les résolutions 1934 (2010) et 1965 (2010).

5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui sont présentés par composante (opérations et appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2010/11, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats figurant dans le budget. En particulier, sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

8. Le montant brut total des dépenses engagées pour la Force en 2010/11 s'élève à 47 280 700 dollars (montant net : 45 820 100 dollars).

9. Les principales priorités de la Force pendant l'exercice ont été d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans le secteur dont elle a reçu la responsabilité, malgré la dégradation de la situation sécuritaire dans la région au cours du dernier trimestre de l'exercice.

10. La Force a pu atteindre la plupart de ses principaux objectifs opérationnels pour l'exercice et, suivant l'évolution changeante de la situation de la sécurité sur le terrain, a adapté le rythme de ses opérations afin de renforcer ses patrouilles mobiles de jour et de nuit et d'intervenir rapidement pour maintenir la paix dans son secteur. La Force a également éprouvé des difficultés à organiser certaines réunions de haut niveau, les parties prenantes n'étant pas toujours disponibles au moment opportun.

11. La situation en matière de sécurité a empêché la Force de mener à bien dans les délais certains projets de travaux de construction et de fournir certains biens et services.

C. Activités d'appui de la mission

12. La Force a amélioré sa gestion des rations en revoyant leur composition, ce qui a permis de réduire le gaspillage, tout en maintenant l'apport calorique approprié. En outre, en utilisant les stocks acquis pendant l'exercice précédent qui restaient disponibles, elle a pu réduire les dépenses afférentes aux rations composites. En outre, le système amélioré de gestion et de supervision des approvisionnements et de stockage de carburant fondé sur le système d'enregistrement des quantités consommées a permis de réduire la consommation de carburant.

13. L'augmentation des dépenses opérationnelles résultant de l'évolution de la situation de la sécurité dans la région ainsi que la hausse du coût du carburant ont beaucoup affecté les opérations d'appui de la Force, laquelle a dû procéder à une réaffectation des ressources pour pouvoir faire face à des exigences opérationnelles plus hautement prioritaires.

D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

14. La Force a continué de resserrer sa coopération avec l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre dans différents domaines liés à la sécurité et à la sûreté, aux services d'appui et à la logistique. Elle a, pendant l'exercice, entrepris à différents niveaux d'importantes activités en coopération avec les missions qui opèrent dans la région : par exemple, elle a organisé des conférences régionales, y compris des conférences des chefs de mission, pour discuter des questions de sécurité d'intérêt commun, ainsi que des conférences d'appui aux chefs de mission, à l'occasion desquelles ont été discutés le partage des services d'appui administratif et les mesures à adopter pour que les ressources soient utilisées de façon aussi efficace et aussi efficiente que possible. En outre, les services régionaux de gestion des technologies de l'information et des communications ont continué d'entreprendre de nouvelles initiatives concernant la mise en place de systèmes d'information sur les opérations et le renforcement des dispositifs de télécommunications. Il existe désormais un réseau régional commun de données basé sur du matériel standard ainsi que sur des services techniques régionaux qui permet d'utiliser plus facilement les outils de gestion de l'information et de fournir des services de visioconférence et de téléphone plus efficaces.

15. Par ailleurs, la Force a continué de participer à des réunions de coordination avec divers organismes des Nations Unies opérant dans la région, notamment avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et le Programme alimentaire mondial, sur des sujets concernant la sécurité et la sûreté dans le contexte de la situation sécuritaire prévalant dans la région.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : opérations

16. Pendant l'exercice, la Force a continué de s'assurer que les forces militaires des parties étaient absentes de la zone de séparation, qu'elle surveillait de ses positions fixes ou faisait contrôler par ses patrouilles. Elle a multiplié ses activités d'observation et de contrôle, ainsi que ses patrouilles et opérations de nuit à proximité de la ligne de cessez-le-feu. Elle a également mené tous les 15 jours des inspections du matériel et des effectifs dans les zones de limitation. Outre les restrictions usuelles et certaines restrictions temporaires, les équipes du Groupe d'observateurs dans le Golan se sont vu imposer à partir de fin avril 2011 des restrictions supplémentaires à leurs déplacements, essentiellement dans la partie sud et au centre de la zone de limitation du côté Bravo. Ces restrictions ont persisté pendant toute la période considérée. La Force a continué d'aider le Comité international de la Croix-Rouge en lui fournissant une escorte de protection pour les personnes ayant à franchir la zone de séparation.

17. Étant donné l'accroissement démographique, les nombreux chantiers de construction dans les zones de séparation et de limitation, l'expansion des terres agricoles et des zones de pacage et, d'une manière générale, l'intensification des activités civiles dans les zones de séparation et de limitation, les services de la Force chargés des affaires civiles, dont un spécialiste des affaires civiles et le Groupe d'observateurs dans le Golan, ont renforcé la liaison avec les autorités locales et leurs efforts de sensibilisation des populations civiles locales pour expliquer le mandat et les activités de la Force.

18. Les mines restent un danger pour le personnel de la Force et la population locale dans la zone de séparation. La Force a poursuivi son travail de déminage et continué d'aider l'UNICEF et les autres organismes intéressés à mettre la population civile en garde contre ces engins.

Réalisation escomptée 1.1 : Les parties agissent conformément à l'Accord sur le dégagement des forces et s'y conforment.

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Séparation des forces et zones de limitation maintenues	Une violation de la ligne de cessez-le-feu par des civils le 15 mai 2011; 593 violations mineures ont suscité des protestations dans la zone placée sous la responsabilité de la Force.

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Réunions hebdomadaires avec de hauts responsables des autorités civiles et avec les responsables syriens locaux, selon que de besoin, pour discuter des questions liées à l'exécution du mandat de la Force	36	Réunions Le nombre de réunions a été réduit par des aléas qui en ont rendu l'organisation difficile.
Réunions hebdomadaires avec de hauts responsables des autorités israéliennes pour examiner les questions liées à l'exécution du mandat de la Force et resserrer la coopération	23	Réunions Le nombre de réunions a été réduit par des aléas qui en ont rendu l'organisation difficile.
Réunions bihebdomadaires avec les agents de liaison des Forces de défense israéliennes	19	Réunions Le nombre de réunions a été réduit par des aléas qui en ont rendu l'organisation difficile.
Réunions hebdomadaires avec les autorités civiles et sensibilisation des communautés locales dans la zone de séparation, par l'entremise des autorités syriennes compétentes, en vue de faire mieux comprendre le mandat, le rôle et les activités de la Force	Oui	30 réunions avec les autorités syriennes locales concernant les projets de développement en cours et réunions de questions et réponses avec les agriculteurs
Réunions hebdomadaires avec les autorités civiles compétentes et les autorités chargées de la sécurité pour coordonner les activités concernant les affaires civiles et la liaison avec les autorités locales	43	Réunions Le nombre de réunions inférieur au chiffre prévu tient au départ du spécialiste des affaires civiles, vers la fin de l'exercice, ainsi qu'aux aléas qui ont rendu difficile l'organisation des réunions.
51 100 jours-homme de tâches spéciales/patrouilles mobiles : 20 440 jours-homme de tâches spéciales (28 militaires x 2 brigades x 365 jours) conduites par la compagnie de quartier général et 30 660 jours-homme de patrouilles mobiles (3 militaires x 28 patrouilles x 365 jours) sur véhicules blindés de transport de troupes (opérations mobiles, patrouilles, factions dans des postes de contrôle temporaire et tâches de protection, par exemple protection de convois et fourniture d'un appui à d'autres organismes des Nations Unies)	45 948	Jours-homme de tâches spéciales et de patrouille effectuées, soit 20 440 jours-homme de tâches spéciales et 25 508 jours-homme de patrouilles Les chiffres inférieurs aux prévisions sont dus à la nécessité d'organiser un plus grand nombre de patrouilles diurnes et nocturnes et des interventions rapides.
24 090 patrouilles : 20 075 de jour et 4 015 de nuit	28 203	24 148 patrouilles diurnes et 4 055 patrouilles nocturnes Les chiffres supérieurs aux prévisions sont dus au fait que le quartier général de la Force a organisé des patrouilles supplémentaires pour appuyer les patrouilles diurnes effectuées par les bataillons de ligne.

21 170 jours-homme de poste d'observation occupé (2 militaires x 29 positions x 365 jours)	18 432	Jours d'occupation des postes d'observation Les chiffres inférieurs aux prévisions tiennent à la reconfiguration des déploiements de troupes rendue nécessaire par l'augmentation du nombre de patrouilles diurnes et nocturnes.
6 570 jours-homme de patrouille d'intervention rapide (2 militaires x 9 patrouilles x 365 jours)	8 042	Jours de patrouille d'intervention rapide Les chiffres supérieurs aux prévisions sont dus à l'évolution de la situation sur le terrain et à l'augmentation du nombre de violations mineures.
40 150 envois rapides de groupe (10 militaires x 11 envois x 365 jours)	34 670	Envois rapides de groupe Les chiffres inférieurs aux prévisions sont dus à l'augmentation du nombre de patrouilles d'intervention rapide et de patrouilles chargées d'autres tâches spéciales, comme les escortes de protection pour les personnes ayant à franchir la zone de séparation et le service en réserve dans différentes positions de la Force.
730 jours-homme d'équipes spéciales d'établissement des faits (2 militaires x 1 équipe x 365 jours)	730	Jours-homme d'équipes spéciales d'établissement des faits (2 militaires x 1 équipe x 365 jours)
Inspections bihebdomadaires des zones de limitation	27	Inspections
Protestations concernant toutes les violations de l'Accord sur le dégagement des forces	594	Protestations contre des violations commises dans la zone de séparation
2 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	Rapports
Communications immédiates avec les parties dans les situations de crise	Oui	Les deux parties ayant fait preuve d'une grande volonté de coopération, la Force a pu communiquer avec elles rapidement et obtenir des résultats.
Escorte périodique (50) de personnes traversant la zone de séparation sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, pour des raisons humanitaires	26	Escortes pour 1 878 personnes

Réalisation escomptée 1.2 : Réduction du danger présenté par les mines dans la zone de séparation

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Aucune personne tuée ou blessée par l'explosion de mines ou de munitions (2008/09 : 0 personne blessée; 2009/10 : 0, 2010/11 : 0)	Objectif atteint; aucune personne tuée ou blessée par l'explosion de mines ou de munitions

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Enlèvement des mines et des munitions non explosées dans la zone de séparation et contrôle et dégagement continus des itinéraires de patrouille, selon les besoins	Oui	415 mines antipersonnel, 12 mines antichars et 6 munitions non explosées
Fourniture de conseils au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour son projet de sensibilisation aux dangers des mines (sur demande)	Non	Le produit n'a pas été exécuté parce que l'UNICEF n'a pas sollicité de consultation.

Composante 2 : appui

19. La composante appui de la Force a fourni des services efficaces et efficients de logistique, d'administration et de sécurité pour appuyer l'exécution du mandat de la Force par des produits pertinents, des améliorations fonctionnelles et un accroissement de l'efficacité. Les effectifs pour lesquels un appui a été assuré comprenaient en moyenne 1 045 militaires, 41 agents recrutés sur le plan international et 104 agents recrutés sur le plan national. Des services d'appui extrêmement divers ont été fournis à la Force, notamment sous forme d'une gestion et d'un contrôle renforcés de la distribution de carburant au moyen du système d'enregistrement des quantités consommées, d'une gestion améliorée des rations et de l'organisation d'une campagne de promotion de la sécurité routière en vue de réduire les accidents de la circulation.

Réalisation escomptée 2.1 : Appui efficace à la mission sur les plans logistique et administratif et sur le plan de la sécurité

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Réduction de 3 % de la consommation globale de carburant (2009/10 : 6 %; 2010/11 : 3 %)	Objectif atteint; la consommation globale de carburant a été réduite de 6,1 %; la consommation totale a été de 3 073 761 litres en 2010/11, contre 3 274 908 litres en 2009/10.
Réduction du nombre d'accidents de la route provoquant des dégâts d'un montant supérieur à 500 dollars (2008/09 : 7; 2009/10 : 16; 2010/11 : 5)	Il y a eu 9 accidents de la route qui ont provoqué des dégâts d'un montant supérieur à 500 dollars; ce nombre accru est dû à l'augmentation du coût des réparations.
Augmentation du pourcentage total des biens passés par pertes et profits dont la destruction ou la mise à la casse a été recommandée (2008/09 : 79 %; 2009/10 : 75 %; 2010/11 : 80 %)	Objectif atteint, cession de 99,9 % (en valeur) du matériel sorti de l'inventaire en 2010/11 contre 75 % en 2009/10.

Produits prévus	*Produits exécutés : oui/non ou nombre*	*Observations*
Amélioration des services fournis		
Surveillance et contrôle renforcés de l'approvisionnement, du stockage et de l'utilisation de 3,5 millions de litres de carburant	3,1	Millions de litres de carburant qui ont été utilisés suivant le système de contrôle de la consommation
Organisation d'une campagne de formation à la sécurité routière pour réduire le nombre d'accidents de la route	Oui	826 militaires et civils au total
Augmentation de la valeur totale des biens passés par pertes et profits dont la destruction ou la mise à la casse a été recommandée	Oui	La valeur totale des biens détruits ou mis à la casse a été de 1 225 769 dollars pour une recommandation portant sur 1 226 733 dollars, ces chiffres étant respectivement de 2 367 824 dollars et 3 302 052 dollars pour l'exercice 2009/10.
Personnel militaire, personnel de police et personnel civil		
Installation, relève et rapatriement d'un effectif autorisé moyen de 1 047 militaires	1 045	Militaires (effectif moyen)
Approvisionnement en rations de 2 camps et de 22 positions et stockage, pour un effectif autorisé moyen de 1 047 militaires	1 006	Militaires, à l'exclusion des officiers d'état-major (effectif moyen) Le chiffre inférieur aux prévisions est imputable au fait que les officiers d'état-major avaient été inclus par inadvertance dans le chiffre prévu.
Vérification, surveillance et inspection du matériel appartenant aux contingents pour un effectif moyen de 1 047 militaires	Oui	28 rapports d'inspection
Administration de 48 agents recrutés sur le plan international et de 108 agents recrutés sur le plan national (en moyenne)	41	Agents recrutés sur le plan international (effectif moyen)
	104	Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)
Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline à l'intention de tout le personnel militaire et civil, avec activités de formation, de prévention et de suivi et des recommandations concernant les mesures disciplinaires à prendre en cas de faute	Oui	62 sessions de formation pour un effectif total de 1 047 militaires et 8 agents civils

Installations et infrastructures		
Entretien et réparation des installations du camp Faouar, du camp Ziouani et du bureau de représentation de Damas, du détachement de police militaire C, de 22 positions et de 8 postes avancés dans la zone de séparation	Oui	2 384 demandes d'intervention ont été satisfaites
Entretien de 14 puits et systèmes de filtrage	14	Puits et systèmes de filtrage
Exploitation et entretien de 73 groupes électrogènes sur 29 sites	73	Groupes électrogènes
Réfection et entretien de 10 kilomètres de route	12	Kilomètres de pistes de patrouille Le nombre supérieur aux prévisions est dû à des besoins plus importants compte tenu du mauvais état des routes utilisées par les bataillons pour les itinéraires de patrouille.
Élaboration de quelque 3 000 cartes administratives, opérationnelles et thématiques au moyen du système d'information géographique pour étayer les décisions, favoriser la compréhension des situations et soutenir les opérations	2 183	Cartes Le nombre inférieur aux prévisions est dû au fait que plus de temps a dû être consacré à la préparation du travail sur le terrain et à l'élaboration d'une base de données complexe pour le système d'information géographique.
Transports terrestres		
Exploitation et entretien de 376 véhicules, dont 27 véhicules blindés de transport de troupes appartenant à l'ONU	376	Véhicules
Communications		
Service et entretien de 9 autocommutateurs privés, de 1 100 postes téléphoniques, de 2 stations terrestres, de 565 postes radio mobiles bidirectionnels, de 380 émetteurs-récepteurs portatifs, de 22 répéteurs et de 35 liaisons hertziennes	9	Autocommutateurs privés
	1 100	Postes téléphoniques
	2	Stations terrestres de transmission par satellite
	565	Postes radio mobiles bidirectionnels
	380	Émetteurs-récepteurs portatifs
	22	Répéteurs
	35	Liaisons hertziennes
Informatique		
Service et entretien d'un réseau étendu et de 30 serveurs, 410 ordinateurs de bureau, 60 ordinateurs portables, 102 imprimantes et 38 scanneurs, sur 26 sites	30	Serveurs
	410	Ordinateurs de bureau
	60	Ordinateurs portables
	102	Imprimantes
	38	Scanneurs
	26	Sites

Soutien et administration de 470 adresses électroniques	470	Adresses électroniques
Santé		
Gestion et entretien de deux centres médicaux du niveau I à l'intention du personnel de la mission et de l'ONUST ainsi que de la population civile locale en cas d'urgences	2	Centres médicaux du niveau I; 5 214 patients, dont 163 civils locaux
Gestion et entretien d'installations offrant des services confidentiels de conseil sur le VIH et de dépistage volontaire à l'ensemble du personnel	Oui	Consultation et dépistage volontaires sur demande
Programme de sensibilisation au VIH destiné à l'ensemble du personnel, y compris éducation mutuelle	Oui	Intégration dans la formation initiale des recrues de la Force, pour un effectif total de 1 203 militaires et agents civils
Sécurité		
Fourniture de services de sécurité, y compris l'évaluation et la gestion des risques, au camp Faouar, au camp Ziouani, au bureau de représentation de Damas, au détachement de police militaire C dans la zone de séparation et dans 22 positions	Oui	Établissement de rapports hebdomadaires et mensuels d'évaluation des risques; programmes d'orientation pour 160 militaires et 9 agents civils
Organisation de 1 756 heures de formation – procédures de sécurité, protection contre des attaques nucléaires, chimiques et biologiques, mise aux abris et protection des camps, initiation aux questions de sécurité et exercices d'évacuation en cas d'incendie – à l'intention de 1 203 membres du personnel de la mission	5 800	Heures de formation organisées à l'intention de 1 047 militaires et 27 agents civils Le nombre supérieur aux prévisions est dû à l'application, depuis mai 2010, d'une nouvelle politique stipulant que la formation doit être adaptée aux besoins de la mission et qu'il doit être organisé chaque année au moins 5 heures de formation par personne.
Enquêtes sur les incidents mettant en cause la sécurité et conseils au personnel de la mission et aux personnes à leur charge, ainsi qu'au personnel de 9 organismes des Nations Unies	Oui	142 incidents ont fait l'objet d'enquêtes (accidents de la route, perte de biens, vols et dégradations de biens personnels)

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011)

			Écarts	
	Montant alloué	*Dépenses*	*Montant*	*Pourcentage*
Catégorie de dépenses	*(1)*	*(2)*	*(3) = (1) – (2)*	*(4) = (3)/(1)*
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	23 778,3	22 333,0	1 445,3	6,1
Police des Nations Unies	–	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	**23 778,3**	**22 333,0**	**1 445,3**	**6,1**
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	7 608,4	7 702,9	(94,5)	(1,2)
Personnel recruté sur le plan national	2 824,5	3 456,4	(631,9)	(22,4)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	40,0	29,7	10,3	25,8
Total partiel	**10 472,9**	**11 189,0**	**(716,1)**	**(6,8)**
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	21,2	10,3	10,9	51,4
Voyages	407,4	336,2	71,2	17,5
Installations et infrastructures	6 057,4	6 289,5	(232,1)	(3,8)
Transports terrestres	3 681,9	3 474,8	207,1	5,6
Transports aériens	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	1 296,5	1 270,4	26,1	2,0
Informatique	755,1	765,3	(10,2)	(1,4)
Santé	436,1	355,7	80,4	18,4
Matériel spécial	204,9	330,9	(126,0)	(61,5)
Fournitures, services et matériel divers	695,2	925,6	(230,4)	(33,1)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	**13 555,7**	**13 758,7**	**(203,0)**	**(1,5)**
Total brut	**47 806,9**	**47 280,7**	**526,2**	**1,1**
Recettes provenant des contributions du personnel	1 393,0	1 460,6	(67,6)	(4,9)
Total net	**46 413,9**	**45 820,1**	**593,8**	**1,3**

			Écarts	
	Montant alloué	*Dépenses*	*Montant*	*Pourcentage*
Catégorie de dépenses	*(1)*	*(2)*	*(3) = (1) – (2)*	*(4) = (3)/(1)*
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	**47 806,9**	**47 280,7**	**526,2**	**1,1**

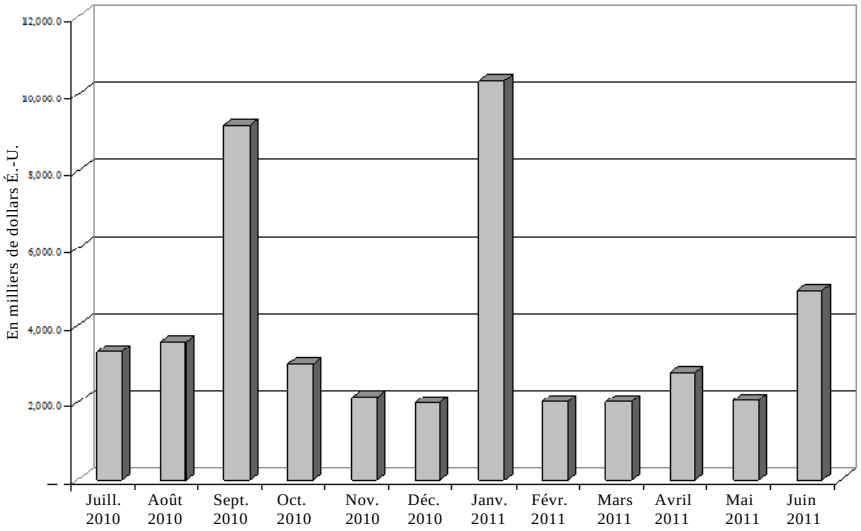
B. Renseignements récapitulatifs sur les réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Crédits ouverts		
Catégorie	*Allocation initiale*	*Catégorie*	*Allocation révisée*
I. Militaires et personnel de police	23 778,3	(1 186,7)	22 591,6
II. Personnel civil	10 472,9	726,8	11 199,7
III Dépenses opérationnelles	13 555,7	459,9	14 015,6
Total	**47 806,9**	**–**	**47 806,9**
Pourcentage du montant de la réaffectation par rapport au montant total des crédits ouverts			2,5

20. Des fonds ont été réaffectés essentiellement pour couvrir les dépenses supplémentaires afférentes au personnel recruté sur le plan national par suite de la différence entre le taux de change moyen effectif, à savoir 46,6 livres syriennes par dollar des États-Unis, et le taux de change utilisé aux fins de l'établissement du budget, à savoir 57,8 livres par dollar, ainsi que les dépenses accrues imputables aux traitements du personnel recruté sur le plan national, dont le barème des traitements a été révisé avec effet à compter de novembre 2010. Des ressources supplémentaires ont été nécessaires aussi pour l'acquisition d'essence et de lubrifiant, le coût moyen du carburant (0,75 dollar le litre) étant plus élevé que le coût prévu au budget (0,50 dollar le litre). Cette augmentation des dépenses a été compensée par une réduction des ressources nécessaires au titre des frais de voyage à l'occasion de l'installation, de la relève et du rapatriement des contingents, le coût effectif moyen de la relève du personnel des contingents ayant baissé, ainsi que par des économies au titre des rations, dont la composition a été revue, ce qui a réduit les gaspillages, et des stocks de l'exercice antérieur ayant pu être utilisés.

C. Répartition mensuelle des dépenses



21. Les dépenses plus élevées en septembre 2010 et en janvier 2011 s'expliquent par le remboursement des sommes dues aux États qui fournissent des contingents au titre des soldes, du matériel leur appartenant et du soutien logistique autonome.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Montant*
Intérêts créditeurs	317,6
Recettes diverses ou accessoires	269,5
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	102,7
Total	**689,8**

E. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Dépenses*
Matériel majeur	
Contingents	339,6
Total partiel	**339,6**
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	248,7
Santé	143,6

Catégorie	*Dépenses*
Matériel spécial	4,4
Total partiel	**396,7**
Total	**736,3**

Facteurs approuvés pour la Mission	*Pourcentage*	*Date d'entrée en vigueur*	*Date du dernier examen*
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	–	1er juillet 1996	–
Usage opérationnel intensif	–	1er juillet 1996	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	–	1er juillet 1996	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0-1,5		

IV. Analyse des écarts[1]

	Écart	
Contingents	1 445,3	6,1 %

22. Le solde inutilisé a été imputable principalement à une réduction des ressources nécessaires pour : a) les frais de voyage à l'occasion de l'installation, de la relève et du rapatriement du personnel des contingents, le coût effectif de sa relève (3,4 millions de dollars) étant inférieur à l'estimation reflétée dans le budget (4,4 millions de dollars); et b) les rations, du fait que leur composition a été rationalisée, ce qui a réduit le gaspillage, et que des stocks de rations composites de l'exercice antérieur étaient disponibles.

	Écart	
Personnel recruté sur le plan national	(631,9)	(22,4 %)

23. Les ressources supplémentaires qui ont été requises ont été imputables essentiellement : a) à la différence entre le taux de change effectif moyen, à savoir 46,6 livres syriennes par dollar des États-Unis, alors que le taux de change du dollar utilisé aux fins de l'établissement du budget était de 57,8 livres par dollar; et b) la révision du barème des traitements du personnel recruté sur le plan national, qui a pris effet en novembre 2010.

	Écart	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	10,3	25,8 %

[1] Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

24. Le solde inutilisé a été imputable au fait que les ressources nécessaires pour remplacer temporairement les agents recrutés sur le plan international en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée ont été inférieures aux chiffres prévus.

	Écart	
Consultants	10,9	51,4 %

25. Le solde inutilisé a été imputable principalement au fait que, par suite de la situation prévalant dans la région en matière de sécurité, les consultants qu'il était prévu de recruter afin de dispenser une formation concernant les éléments fondamentaux des marchés publics ne l'ont pas été.

	Écart	
Voyages	71,2	17,5 %

26. Le solde inutilisé s'explique principalement par l'élimination, en raison de la situation qui a prévalu en termes de sécurité dans le secteur d'opération de la mission, de certains déplacements au titre de la formation prévue concernant la gestion des dossiers, la gestion des opérations des entrepôts et l'élaboration du budget.

	Écart	
Installations et infrastructures	(232,1)	(3,8 %)

27. L'écart s'explique principalement par des dépenses supplémentaires liées à : a) des services de construction pour l'aménagement d'un entrepôt réfrigéré où doivent être emmagasinées les rations surgelées, travaux qui n'étaient pas prévus au budget, ainsi qu'à la hausse des coûts effectifs de construction du nouveau bâtiment à usage de bureaux au camp Faouar, eu égard à la situation prévalant en matière de sécurité dans le secteur d'opération de la mission; et b) la consommation d'essence, de gazole et de lubrifiants, le coût moyen du carburant (0,75 dollar le litre) ayant été plus élevé que le coût prévu au budget (0,50 dollar le litre). Cet écart a été compensé en partie par la diminution des ressources destinées : a) à l'acquisition de matériel de réfrigération, les réfrigérateurs existants devant être passés par pertes et profits ayant continué d'être utilisés; b) à l'acquisition de matériel pour les services de sûreté et de sécurité, l'armurerie qu'il était prévu de remplacer ayant continué d'être utilisée et le contrat de services concernant le système d'identification ayant été prolongé; et c) aux services d'entretien, des services additionnels de maintenance ayant été incorporés sans frais supplémentaires au contrat-cadre de prestation de services.

	Écart	
Transport terrestre	207,0	5,6 %

28. Le solde inutilisé s'explique principalement par la réalisation d'économies sur : a) l'acquisition des véhicules, le coût de remplacement de deux poids-lourds ayant en fait été inférieur aux chiffres prévus; et b) les réparations et l'entretien, du

fait de la résiliation du contrat de services concernant les véhicules blindés de transport de troupes Sisu. Cependant, ces économies ont été compensées en partie par l'augmentation des dépenses concernant : a) les pièces de rechange pour sept véhicules blindés de transport de troupes provenant de la Mission d'administration des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et de la Base logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie); et b) l'essence, le gazole et les lubrifiants, le coût moyen du carburant (0,75 dollar le litre) ayant été plus élevé que le coût prévu au budget (0,50 dollar le litre).

	Écart	
Santé	80,4	18,4 %

29. Il est resté un solde inutilisé qui s'explique principalement par la réalisation d'économies sur : a) les services médicaux, le nombre de militaires devant être traités dans les hôpitaux locaux et le coût des services médicaux négociés avec ceux-ci ayant diminué; et b) les fournitures médicales, dont certaines se trouvaient déjà en stock et deux infirmeries de niveau I ayant été regroupées au camp Ziouani. Ces économies ont été compensées en partie par l'augmentation des dépenses prévues pour l'acquisition et l'installation de matériel de diagnostic médical.

	Écart	
Matériel spécial	(126,0)	(61,5 %)

30. L'augmentation des dépenses s'explique principalement par la nécessité de remplacer un certain nombre de jumelles portables, ce qui n'était pas prévu, et d'acquérir des dispositifs supplémentaires de vision nocturne pour les patrouilles de nuit, plus nombreuses.

	Écart	
Fournitures, services et matériel divers	(230,4)	(33,1 %)

31. L'écart s'explique principalement par : a) le transfert de sept véhicules blindés (4 de la Base logistique des Nations Unies et 3 de la MINUK), qui n'avait pas été prévu au budget; b) l'acquisition de matériel de protection pour les effectifs des contingents, rendue nécessaire par la situation prévalant en matière de sécurité dans le secteur d'opération de la mission; et c) la comptabilisation des pertes de change enregistrées pendant l'exercice. Cette augmentation a été compensée en partie par les économies réalisées sur : a) les uniformes, les drapeaux et autocollants, disponibles en stock; et b) les autres services, des services de coiffeurs et de tailleurs ayant cessé d'être offerts aux militaires des contingents.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

32. **En ce qui concerne le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, il conviendrait que l'Assemblée générale :**

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, soit 526 200 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2011, soit 689 800 dollars, constituées des intérêts créditeurs (317 600 dollars), de recettes diverses ou accessoires (269 500 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (102 700 dollars).